

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 12 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEVAL

6 rue Nathalie Sarraute
44 200 Nantes

Références : N3-2025-467
Code AIOT : 0006310326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans la plateforme multimodale exploitée par GEVAL implantée rue de La Cité Navale 44 220 Couëron. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEVAL
- La Cité Navale 44220 Couëron
- Code AIOT : 0006310326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La plateforme multimodale comprend une déchetterie professionnelle, une plateforme de tri, transit, regroupement et traitement de déchets non dangereux

Thèmes de l'inspection :

- Action Régionale 2025 – Vérification des installations électriques
- Prévention du risque incendie
- Gestion des déchets
- Eau de surface et PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/12/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, articles IV.5.6 et IV.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Réalisation des campagnes d'analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
13	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
14	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
16	Réexamen IED	Règlement européen du 24/11/2010	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Action Régionale – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E	Sans objet
4	Action Régionale – Limites d'intervention vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E	Sans objet
5	Action Régionale – Plan d'actions suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Plan de lutte contre les sinistres	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.6	Sans objet
8	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article II.3.2	Sans objet
10	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.4.2	Sans objet
15	Limitation des envols	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article III.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de la visite d'inspection, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.2.1 Consistance des installations :</p> <p>Le centre de traitement et de valorisation de déchets non dangereux – partie plateforme multimodale comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs unités de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux - Une unité de production et de stockage de combustibles solides de récupération (CSR), - Une unité de tri mécanique et criblage (pas de broyage) du tout venant de déchetterie, - Une plateforme de stockage et de broyage bois, - Une déchetterie réservée aux professionnels (10 000 tonnes par an). <p>La capacité de réception annuelle de déchets est d'environ 178 120 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>La situation administrative de la plateforme multimodale est fixée par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2019. Le site comprend une déchetterie professionnelle, une plateforme de stockage et de broyage du bois ainsi que plusieurs unités de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux (déchets industriels en mélange, CSR, déchets ne possèdent pas de filière de recyclage ou de traitement spécifique provenant des déchetteries de Nantes Métropole, ...).</p> <p>Par courrier du 14 janvier 2025, il a été pris acte du changement d'exploitant, de ce fait, GEVAL assure désormais la gestion du site depuis le 1^{er} janvier 2025.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que certaines évolutions avaient été apportées au site notamment la suppression de la colonne d'aspiration en Loire et d'un poteau d'incendie, la mise en œuvre d'une alvéole pour le stockage de pneus usagés et l'arrêt de l'activité concernant le stockage de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E). Par ailleurs, l'exploitant a précisé que les activités de production de CSR ne sont pas effectuées sur ce site.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier sa situation administrative, notamment le tableau de classement de l'établissement et, le cas échéant de procéder à sa mise à jour.</p> <p>L'exploitant informe le préfet des modifications apportées aux installations en application de l'article R181-46-II du code de l'environnement. Ainsi, il est notamment demandé à l'exploitant de présenter au travers d'un porter à connaissance (PAC) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la suppression de certains moyens de lutte contre l'incendie (colonne d'aspiration en Loire et poteau d'incendie) et de justifier que la capacité en eaux d'extinction répond aux besoins du site, - la mise en oeuvre de moyens de lutte contre l'incendie (détecteurs de flammes, alarme sonore, système de brumisation, ...), - l'ajout d'une alvéole de stockage pour les pneus usagés à proximité du bâtiment D, - l'arrêt du stockage de D3E dans le bâtiment D, - l'arrêt du criblage du tout-venant dans le bâtiment D.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 25 avril 2025, l'exploitant a présenté l'état des stocks du 18 avril 2025 pour les déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déchets d'éléments d'ameublement (DEA) (bâtiment A) : 190 m³ - Déchets industriels non dangereux en mélange (bâtiment B) : 120 m³ - CSR (bâtiment C) : / - Déchets ne possédant pas de filière de recyclage ou de traitement spécifique (bâtiments D et E) : 60 m³ + 200 m³ - Déchetterie professionnelle : 30 m³ <p>Pour les déchets de bois, l'exploitant a présenté l'état des stocks du 23 avril 2025 : 3 184 m³.</p> <p>L'état des stocks du CSR n'était pas disponible le jour de l'inspection. L'exploitant indique que l'état des stocks du CSR est réalisé par le site voisin Arc-en-Ciel 2034.</p> <p>L'état des stocks est mis à jour hebdomadairement et mis à disposition des services de secours</p>

dans l'armoire vitrée dédiée à l'entrée du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure que l'état des stocks est disponible pour le CSR et rend cette information accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Action Régionale – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques - Fréquence
Prescription contrôlée : <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article.</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis, à l'inspection des installations classées, trois rapports de vérification des installations électriques réalisées par la société Dekra le 23/01/2024, le 21/01/2025 et le 26/03/2025.</p> <p>Le certificat Q18 du 21/01/2025 a été présenté et conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Action Régionale – Limites d'intervention vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E
Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
Prescription contrôlée : <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail</p>

<p>relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article.</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière vérification des installations électriques du 26/03/2025 réalisée par la société Dekra, l'ensemble des locaux a pu être vérifié et les manœuvres de coupure ont été réalisés.</p> <p>L'exploitant déclare ne pas avoir de zones ATEX sur l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure, lors des prochaines vérifications des installations électriques, que le contrôleur dispose des documents nécessaires (Plan des locaux avec indication des locaux à risques particuliers) à la réalisation de la vérification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°5 : Action Régionale – Plan d'actions suite au contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article.</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les deux rapports de vérifications électriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 23/01/2024 : Vérification des installations électriques réalisée par la société Dekra contenant 7 observations dont 5 récurrentes : transmission du procès-verbal de levée de l'ensemble des non-conformités par la société Equans entre juillet et novembre 2024, - 26/03/2025 : Vérification des installations électriques réalisée par la société Dekra contenant 3 observations dont 1 récurrente : la non-conformité concernant le BAES défectueux du bâtiment tri/valo a été levée par la société Equans le 26/03/25.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article VIII.1.1,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques judicieusement répartis dans l'établissement,

- des RIA, sprinklage ou autre dispositif de protection incendie conformément à l'article VIII.2.2

Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel. Ils font l'objet de vérifications périodiques dont les résultats sont consignés.

La ressource en eaux est au minimum assurée, dès le démarrage du fonctionnement de la plateforme dans sa configuration projetée, par deux réserves d'eau pour l'incendie d'une capacité minimale de 250 m³ chacune, la première à proximité de la plateforme d'aspiration et, la seconde à l'est du site. Ces réserves disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie de s'alimenter.

Deux poteaux d'incendie (débit non normalisé) complètent ces réserves.

Par ailleurs, une aire permettant de mettre en place un dispositif d'aspiration dans la Loire est implantée au sud du site. Cette aire dispose de colonnes fixes d'aspiration de l'eau en Loire efficace. Un accès à cette aire d'aspiration est laissé au site voisin de traitement des déchets. Cette aire et les colonnes d'aspiration sont maintenues en bon état et testées annuellement.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des 18 RIA datant du 20/03/25 réalisé par la société Uxello. Celui-ci met en évidence une non-conformité sur le RIA n°9. L'exploitant a présenté un bon de commande signé le 07/04/25 pour remplacer ce RIA.

L'exploitant a également présenté les rapports de vérification suivants :

- 2 bâches incendie (250 m³) : contrôle réalisé par la société Uxello le 20/03/25,
- Extincteurs : contrôle réalisé le 05/06/2024 par la société Eurofeu,
- Vidéosurveillance et caméras thermiques : contrôle réalisé le 18/10/2024 par la société Chubb,
- Détection incendie, système de sécurité incendie et détecteurs de flammes : contrôle réalisé le 24/06/24 par la société Chubb.

Lors de l'inspection, un dérangement est présent sur le système de sécurité incendie (SSI) (défaut batterie). L'exploitant indique que le défaut est présent depuis le matin même de l'inspection et qu'il s'agit d'un dysfonctionnement d'une batterie de secours.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que certaines évolutions avaient été apportées au site concernant la lutte contre l'incendie notamment la suppression de la colonne d'aspiration en Loire et d'un poteau d'incendie. Par ailleurs, 8 détecteurs de flammes ont été mis en place dans les différents bâtiments du site.

À noter qu'à partir du 01/01/2026, l'article 3 de l'arrêté ministériel 22/12/2023 relatif à la détection et surveillance sera applicable au site : "Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site."

Actuellement, la zone « stocks valorisables en alvéole (verres, plastiques, gravats, ...) » ne dispose pas d'une détection incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à remettre en conformité le système de sécurité incendie dans les meilleurs délais. Il transmettra, à l'inspection des installations classées, une copie du devis d'intervention signé et précisera l'échéancier d'intervention.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Plan de lutte contre les sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un plan de lutte contre les sinistres en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; - mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. <p>Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il précise par anticipation tous les éléments nécessaires à la mise en place le cas échéant des évaluations de l'impact environnemental et sanitaire en situation post accidentelle suite à la survenue d'un sinistre (référence aux guides méthodologiques de l'INERIS ad'hoc à faire). Il est tenu à jour. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre de ce plan. Il est par ailleurs testé au moins une fois par an.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, à l'inspection des installations classées, un plan de lutte contre les sinistres comportant notamment les procédures d'urgence , le plan d'intervention incendie pour le SDIS 44, le plan des zones à risques ainsi que des éléments concernant la gestion post-sinistre (contacts laboratoires référencés pour prélèvements et procédure de gestion des eaux d'extinction).</p> <p>L'exploitant indique que le plan de lutte contre les sinistres est mis à jour une fois par an minimum et après chaque exercice de lutte contre l'incendie si besoin.</p> <p>L'exploitant dispose également d'un plan de défense incendie conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 qui comprend notamment les procédures d'alerte et d'intervention en cas d'incendie, les plans des réseaux, le plan des stocks et le plan des zones à risques.</p> <p>Étant donné le contenu de ces 2 documents, il est possible de rassembler les éléments dans un seul plan de défense incendie afin de définir les mesures d'organisation, d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre en cas de sinistres. Le plan devra contenir a minima les procédures d'alerte et d'intervention en cas d'incendie, l'ensemble des plans utiles en cas de sinistres (plan des réseaux, plan des stocks, plan des zones à risques...) ainsi que les informations relatives à la gestion post-accidentelle du sinistre.</p> <p>A noter que le site est surveillé par un gardien (prestataire externe) hors périodes ouvrées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°8 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article II.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, l'exploitant assure la formation de l'ensemble du personnel de l'entreprise, y compris des intervenants extérieurs ou les intérimaires, qui comprend, a minima, la</p>

connaissance des risques liés aux produits et aux installations ainsi que les consignes. Elle est adaptée et proportionnée aux enjeux de l'établissement. Cette formation initiale est entretenue. Le personnel est formé à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisé avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.

Constats :

L'exploitant indique que le personnel du site a été formé à la manipulation des extincteurs et/ou a suivi la formation d'équipier de première intervention en septembre 2023 et septembre 2024. L'exploitant déclare que les formations sont réalisées sur le site et que les RIA sont utilisés à l'occasion de ces formations.

Les attestations de formation ont été transmises à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1^{er} juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Constats :

L'exploitant indique que des exercices de défense contre l'incendie sont réalisés 2 fois par an. Les derniers exercices ont été effectués les 02/05/2024 et 05/12/2024. Un compte-rendu est rédigé après chaque exercice. Les comptes-rendus des deux derniers exercices ont été transmis à l'inspection des installations classées. Les éléments contenus dans ces comptes-rendus sont majoritairement axés sur l'organisation de l'évacuation du personnel.

L'exploitant déclare que lors des exercices, les procédures du plan de défense incendie (utilisation RIA, appel secours..) peuvent être mis en œuvre.

Dans le compte-rendu de l'exercice du 02/05/2024, il a été relevé que l'alarme était inaudible pour les chauffeurs. L'exploitant, indique, que par rapport à ce point, les chauffeurs sont prévenus du déclenchement de l'alarme incendie via un report sur leur téléphone portable professionnel ainsi que via les talkies-walkies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à former le personnel à la conduite à tenir en cas d'accident, à familiariser les salariés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site (RIA, système de brumisation...) lors d'exercices de défense contre l'incendie.

L'exploitant assure la traçabilité de ces exercices de défense contre l'incendie en indiquant les procédures de lutte contre l'incendie testées dans chaque compte-rendu d'exercice.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°10 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article VIII.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est assuré par le bassin tampon des eaux pluviales mentionnée à l'article .

Une procédure précise les modalités pour isoler dans le bassin tampon les eaux en cas d'incendie.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

En cas d'incendie, les eaux nécessaires à l'extinction sont contenues dans le bassin de gestion des eaux pluviales dimensionné pour cette fonction. Un repère visuel est présent sur le bassin afin d'identifier le volume disponible pour le confinement des eaux d'extinction (850 m³). Le jour de l'inspection, le volume de confinement des eaux d'extinction est disponible.

Une consigne est présente, à proximité, du bassin pour indiquer les modalités d'isolement.

La remarque suivante avait été émise lors de l'inspection du 31/05/2022 suite à l'incendie du bâtiment de stockage de CSR : « Le point de rejet de l'établissement se situant en Loire, et la marée étant haute au moment du sinistre, il n'a pas été possible de contrôler l'efficacité de l'étanchéité de la vanne. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à des vérifications périodiques et fréquentes du fonctionnement de la vanne de fermeture de la lagune pendant les périodes de basse mer permettant le contrôle de son étanchéité. »

L'exploitant a procédé à un test d'étanchéité de la vanne de fermeture par la mise en place d'un dispositif gonflable mobile et à un essai de fermeture des vannes de confinement le 14/03/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, articles IV.5.6 et IV.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales en Loire

Prescription contrôlée :

Cas des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (article IV.5.6)

Les aires de travail, d'entreposage des déchets, de circulation sont imperméabilisées. Les eaux pluviales provenant du ruissellement sont traitées par un ouvrage débourbeur déshuileur suffisamment dimensionné pour absorber le débit correspondant à un épisode pluvieux journalier de fréquence décennale. Cet ouvrage est associé à un bassin tampon de 4 500 m³ permettant de garantir un débit de fuite du rejet de 3 l/s/ha pour une pluie décennale.

Le bassin tampon dispose d'un volume libre de 850 m³ permettant de collecter les eaux en cas d'incendie.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées une note relative au dimensionnement du bassin.

Les eaux rejetées en Loire sont conformes aux caractéristiques définies ci-après :

- Les effluents rejetés sont exempts de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes.
- Sans préjudice des conventions de rejet, les effluents respectent les caractéristiques suivantes :
 - température < 30 °C,
 - pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux),
 - MES : 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà,

<p>- DCO (sur effluent non décanté) : 300mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà</p> <p>- DBO₅ (sur effluent non décanté) : 100 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 30 kg/j, 30mg/l au-delà</p> <p>- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l</p> <p>- Métaux totaux : 15 mg/l</p> <p>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle réalisé sur les eaux pluviales de ruissellement le 22/03/2025 par Eurofins. Le prélèvement a été effectué en entrée de lagune. Ce rapport met en évidence un dépassement (MES : 130 mg/l) de la valeur limite d'émission.</p> <p>Le rapport de contrôle réalisé sur les eaux pluviales de ruissellement le 04/09/2024, issu du rapport d'activité 2024 montre également un dépassement en MES (110 mg/l) de la valeur limite d'émission.</p> <p>L'exploitant indique que les prélèvements sont parfois effectués au niveau de l'entrée de la lagune car le point de rejet au milieu naturel en Loire n'est pas toujours accessible à cause de la marée.</p> <p>L'exploitant déclare que l'entretien du séparateur hydrocarbure a été effectué le 22/11/2024 par l'entreprise SARP Ouest. Le bordereau de suivi de déchets lié au nettoyage du séparateur d'hydrocarbures a été présenté lors de l'inspection (BSD n° BSD-20241106-YFPJ4MFGB).</p> <p>Suite à la demande de l'exploitant, un cadre d'autosurveillance des eaux superficielles a été créé dans l'application GIDAF afin d'y intégrer les résultats des analyses d'eaux pluviales de ruissellement réalisées trimestriellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier au dépassement de la VLE pour les MES. L'exploitant réalise une nouvelle analyse des eaux pluviales de ruissellement justifiant le respect des VLE et transmet les résultats à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant mène une réflexion sur la création d'un nouveau point de prélèvement accessible en tout temps entre la lagune et le point de rejet en Loire afin de se conformer à l'article IV-5-3 de l'arrêté préfectoral du 15/07/2019 qui précise notamment que « les points de rejet sont aménagés de manière à permettre le prélèvement d'échantillons et la mesure représentative des caractéristiques du rejet (débit, température, concentration...). Ils sont aisément accessibles pour permettre les interventions en toute sécurité. ».</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°12 : Réalisation des campagnes d'analyses PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p>

Des campagnes d'analyse des PFAS ont été réalisées sur le rejet en Loire (décembre 2023 et mars 2024) et sur le rejet en entrée de lagune (février 2024).
L'exploitant indique que les prélèvements sont parfois effectués au niveau de l'entrée de la lagune car le point de rejet au milieu naturel en Loire n'est pas toujours accessible à cause de la marée.
Les campagnes d'analyses n'ont pas été réalisées sur 3 mois consécutifs et les flux des rejet ne sont pas précisés pour les 3 campagnes d'analyses.
L'exploitant a transmis les résultats de ces campagnes d'analyses, via l'application GIDAF, à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précisera le calcul du flux de rejet ainsi que l'analyse du volume pris en compte pour les 3 campagnes d'analyses de décembre 2023, février et mars 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°13 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyses PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prélèvements ont été réalisés par Eurofins hydrologie Ouest SAS pour les 20 PFAS et pour l'AOF pour les 3 prélèvements. Les analyses ont été réalisées par Eurofins hydrologie Est SAS pour en décembre 2024 ; cependant, l'analyse de certains paramètres (AOF, PFBA, PFOA, PFDoDS, PFHpA, PFNS, PFPeA, PFTrIDS, PFTrDA, PFUnDS et PFBS) ne sont pas couvertes par l'accréditation. Les analyses ont été réalisées par Eurofins Food & Feed Testing Sweden (Lidköping) en février et mars 2024. Ce dernier n'est pas accrédité COFRAC pour la mesure des PFAS listés. Les limites de quantification fixées réglementairement, à savoir (2 µg/l pour l'AOF et 100 ng/l pour les PFAS analysés), sont respectées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de l'agrément ou de l'accréditation du laboratoire d'analyses pour les paramètres mesurés. En l'absence de justification, l'exploitant doit faire réaliser de nouvelles analyses PFAS sur le rejet d'eaux pluviales de ruissellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°14 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des campagnes d'analyse PFAS ont été réalisées en décembre 2023, février et mars 2024. 20 PFAS et l'AOF ont été mesurés conformément aux points 1 et 2 de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.</p> <p>Par contre, les 8 PFAS listés au point 3 de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 n'ont pas été analysés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier les raisons pour lesquelles le spectre d'analyse s'est limité aux 20 PFAS présentés au 2° de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023. La recherche et l'analyse doit s'appuyer sur la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Cette liste est à établir par l'exploitant. Il est notamment attendu que l'exploitant justifie les raisons pour lesquelles les 8 PFAS listés au point 3 de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 n'ont pas été analysés compte tenu de l'activité du site et de la diversité des déchets pouvant être accueillis.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°15 : Limitation des envols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article III.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des envols</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et autres matières (barrière végétale, système d'aspersion, bâchage, brise-vent...) notamment lors des campagnes de broyage, criblage de bois et de CSR. Ces dispositions sont récapitulées dans une notice.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que des filets anti-envols sont présents sur la partie Est du site. Par ailleurs, des opérations de ramassage des déchets sont réalisées par le personnel pour limiter les envols de déchets. Lors de l'inspection, le site est propre et il n'est pas constaté d'envols de déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°16 : Réexamen IED

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 24/11/2010</p>
<p>Thème(s) : Autre, Dossier de réexamen IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La décision d'exécution du 10 août 2018 parue au JOUE le 17 août 2018 fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associées à ces meilleures techniques</p>

disponibles. L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 *relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED* rend ces conclusions applicables au 17 août 2022 pour les sites IED autorisés avant le 17 août 2018 (le cas de l'exploitant).

Constats :

L'exploitant a transmis le dossier de réexamen IED du BREF WT en août 2020. Après analyse du dossier, l'inspection des installations classées a transmis une demande de compléments en date du 11/01/2022 concernant le périmètre IED du site et la réduction des émissions dans l'air et dans l'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les compléments demandés permettant de finaliser l'instruction du dossier de réexamen IED.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

GEVAL – Plateforme multimodale à Couëron – Inspection du 25/04/25



Photo 1 – Zone comprenant les stocks valorisables en vrac non couverts



Photo 2 – Zone de stockage du bois



Photo 3 – Bâtiments A et B : Stockage de DEA et DIB



Photo 4 – Bâtiment D : Stockage de CSR



Photo 5 – Bâtiments D et E : Stockage de tout-venant



Photo 6 – Déchetterie professionnelle

GEVAL – Plateforme multimodale à Couëron – Inspection du 25/04/25

Repère visuel permettant d'identifier le volume disponible pour le confinement des eaux d'extinction



Photo 7 – Bassin de gestion des eaux pluviales dimensionné pour le confinement des eaux d'extinction



Photo 8 – Dispositif de confinement de la lagune et consigne associée

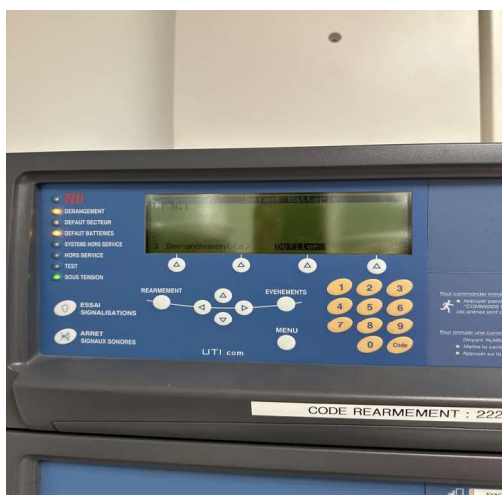


Photo 9 – Système de Sécurité Incendie indiquant un dérangement pour défaut batterie



Photo 10 – Détecteur de flamme et caméra thermique au niveau du bâtiment A



Photo 11 – Bâche incendie de 250 m³